

Document

Le patrimoine de la France stagne. (09.07)

Figaro.fr – 09.07

En 2009, la baisse de l'immobilier et la récession ont érodé les actifs des ménages, des entreprises et de l'État.

Crise oblige, les ménages, les entreprises, les banques et l'État français se sont un peu appauvris l'an dernier. La valeur de l'ensemble des actifs qu'ils détiennent a diminué de 1,8 %, selon l'Insee. Mais, à 12.115 milliards d'euros, ce «patrimoine économique national» reste conséquent : il représente 7,4 années de production du pays.

Les ménages s'endettent moins vite

Les ménages détiennent les trois quarts de cette richesse. Que possèdent-ils ? Essentiellement leur logement. Or, la valeur de ce patrimoine immobilier a reculé de 2,9% en 2009, du fait de la baisse des prix de la pierre. Néanmoins, les ménages se sont rattrapés sur leur patrimoine financier qui, à la faveur d'une Bourse porteuse, a grimpé de 8,2%. Et les Français ont continué à remplir leurs contrats d'assurance-vie, dont l'encours a encore progressé de 9 % pour atteindre 1485 milliards. Au total, les ménages ont limité la casse : leur patrimoine global a simplement stagné, alors qu'il s'était effrité de 3,8% en 2008. Mais la période bénie, celle des années 1997 à 2007, où leur richesse augmentait de 10% par an, est bel et bien révolue. Seule satisfaction : les ménages s'endettent moins vite qu'à cette période (hausse de 5% par an contre 8%). Au bout du compte, leur endettement - 1324 milliards d'euros - reste très inférieur à leurs actifs - 10.600 milliards. Et leur patrimoine net représente encore plus de 7 années de revenus.

Les entreprises ont davantage subi les conséquences de la récession. Car en plus de l'érosion de leur patrimoine immobilier, elles ont vu la valeur de leurs stocks diminuer. Malgré la revalorisation de leurs fonds propres et des actifs financiers, leur patrimoine a baissé de 12,8 % en 2009. Les banques, elles, s'en sortent mieux, notamment parce que leur portefeuille de titres a retrouvé des couleurs. Leur patrimoine s'est apprécié de 41 % l'an passé. Mais il avait dégringolé de près de 50% en 2008, année noire pour la finance.

L'administration sauvée par ses biens immobiliers

Enfin, l'État, la Sécu et les collectivités locales ont continué à s'endetter à grande vitesse en 2009. La dette publique a ainsi atteint 1 489 milliards d'euros, soit 78 % du PIB. Pour l'instant, le solde entre les biens détenus par la sphère publique et ce passif reste positif de 417 milliards. Notamment parce que l'État, la Sécu et les collectivités ont un patrimoine immobilier gigantesque, de 1245 milliards d'euros. Mais pour combien de temps ?